



Cyclone Chido à Mayotte

De l'état d'urgence humanitaire à la gestion durable des risques naturels

Le Mouvement des Progressistes propose à ses partenaires du Nouveau Front Populaire une initiative commune auprès du gouvernement pour faire face à l'urgence absolue à Mayotte.

A la destruction de l'habitat et l'encombrement de la voirie par des déchets de toute nature s'ajoutent aujourd'hui la destruction des réseaux d'électricité, de téléphonie, de distribution d'eau. L'état de catastrophe naturelle ne s'avère déjà pas suffisant en termes de moyens mobilisés et de rapidité d'intervention pour faire face à la destruction partielle du centre hospitalier ainsi qu'aux risques épidémiques qui se profilent en sus de la famine. Nous devons être solidaires des 310 000 habitants de Mayotte, ce qui relève à la fois d'une obligation morale humaine mais aussi de la cohérence et de la cohésion de notre République.

Sans polémique, nous rappelons que le ravage de Saint Martin par Irma en 2017 a vérifié que la "réparation" de l'urbanisme n'est toujours pas adapté à l'aléa d'une saison cyclonique. Nous pensons que l'Etat doit reprendre la main et gérer sans intermédiaire l'aménagement pour éviter des carences insoutenables pour la population. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, la catastrophe prévisible dans la crise de l'eau à Mayotte depuis la sécheresse des années 2016 et 2017 est liée à la dépendance à la pluie qui fournit 95% de l'eau potable. Les deux retenues collinaires et l'unique usine de dessalement sont insuffisantes pour assurer les besoins, en dépit des 140 millions de euros investis (Etat et Union Européenne).

Si l'opération Wuambushu trouvait sa justification dans la répression policière du banditisme, en revanche depuis le terrain "decasse" il a été vérifié que les habitants ont rejoints d'autres bidonvilles avec pour conséquence un étalement de l'habitat indigne. Avec une croissance annuelle de la population de 3 à 5%, d'après Le Monde, plus de 100 000 habitants seraient en situation irrégulière. Pour tarir ce flux migratoire ingérable et mettre fin à l'exploitation de la misère (passeurs, racket des habitants, prostitution) c'est seulement par une révision de notre politique d'aide au développement en direction des Comores que nous pourrions améliorer la situation.

Pour le Mouvement des Progressistes, plutôt qu'une simple mission interministérielle, notre première proposition serait celle d'un vrai secrétariat aux risques naturels et technologiques à réactiver en urgence, tel que celui qu'avaient piloté Haroun TAZIEFF et Renaud VIE LE SAGE en 1984, exemple d'intégration de diverses disciplines.

Paris, le 17 décembre 2024

Contact : Jean COUTHURES – Porte-parole national – 06 02 30 98 62

MOUVEMENT DES PROGRESSISTES

contact@md-p.fr - www.md-p.fr

Tél. : 06 38 43 16 96